



RAPPORT FINAL

Projet « Soutien à la Résilience aux Désastres Naturels »

Mis en œuvre par :

Le Programme des Nations Unies pour le développement - PNUD

Financé par :

Le Gouvernement japonais

Période juillet 2015 – novembre 2018

SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
Liste des sigles et abréviations	3
1. Contexte et historique.....	5
2. Données générales sur le projet.....	6
3. Approche du PNUD en Haiti	7
4. Stratégie de mise en œuvre du projet.....	8
⇒ Cibles géographiques	8
⇒ Zones d'intervention et priorités	8
5. Résultats.....	8
6. Défis /opportunités	24
7. Durabilité du projet	26
a. La durabilité technique	26
a. La durabilité organisationnelle	27
⇒ Mécanisme de gestion du projet Résilience	27
⇒ Impact du rôle du comité de pilotage et du Senior Management Team	28
8. Conclusions et recommandations	30
9. Annexes.....	31
Annexes 1 – Documents de base	31
Annexes 2 - Documents projet / planification.....	31
Annexes 3 – Mécanismes de gestions	31
Annexes 4 – Rapport Financier	31
Annexes 5 – Le projet dans les médias.....	31
Annexes 6 – Book photos – morceaux choisis. (Séparément du rapport)	31

Liste des sigles et abréviations

ASEC	Assemblées des Sections Communales
BME	Bureau des Mines et de l'Énergie
BMZ	Ministère Allemand pour la coopération économique et le développement
BRGM	Bureau de Recherches Géologiques et Minières
CASEC	Conseils d'Administration des Sections Communales
CCPC	Comité Communal de Protection Civile
CCR	Centre de compétences en reconstruction et réduction des Risques
CDGRD	Coordination départementale de gestion des risques et des désastres
CNHCU	Commission nationale haïtienne de coopération avec l'Unesco
CNIGS	Centre National de l'Information Géo-spatiale
CL	Comité local
CLPC	Comité Local de Protection Civile
CDC	Cellule Départementale de Communication
COUD	Centre d'Opérations d'Urgence Départemental
COUN	Centre d'Opérations d'Urgence National
CPD	Document Cadre Pays
CPAP	Country Programme Action Plan
CTS	Comité de suivi technique
CTD	Coordonnateur technique départemental
CTESP	Comité thématique éducation et sensibilisation du public
DPC	Direction de la Protection Civile
GRD	Gestion de risques et désastres
INFP	Institut National de Formation Professionnelle
ISF	Integrated Strategic Framework
LNBTB	Laboratoire National du Bâtiment et des Travaux Publics
MCC	Ministère de la Culture de la Communication
MCFDF	Ministère de la Condition féminine et du Droit des femmes
MICT	Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales
MIRA	Multi-Sector Initial Rapid Assessment
MPCE	Ministère de la Planification et de la Coopération Externe
MTPTC	Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications
OCB	Organisation communautaire de base
OCHA	Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
ODD	Objectif de développement durable
OFDA	Office of U.S. Foreign Disaster Assistance
PASNGRD	Projet d'appui au système national de gestion de risques et désastres
PNGRD	Plan national de gestion des risques et désastres
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PPR	Plan de prévention de risques
PSDH	Plan stratégique de développement de Haïti (2012 – 2030)
PSRDN	Projet « Soutien à la Résilience aux désastres naturels » ou Résilience Nord
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement

REFRAKA	Rezo Fanm Radyo Kominote Ayisyen Réseau des femmes des radios communautaires haïtiennes
RFPCH	Réseau des femmes professionnelles en construction d'Haïti
RTNH	Radiotélévision Nationale d'Haïti
SAKS	Sosyete Animasyon ak Kominikasyon Sosyal Société d'animation et de communication sociale
SEMANAH	Service maritime et de navigation d'Haïti
SIG	Système d'information géographique
SNGRD	Système national de gestion des risques et des désastres
SPGRD	Secrétariat permanent de gestion des risques et désastres
UNDAC	United Nations Disaster Assessment and Coordination

1. Contexte et historique

Haïti, par sa situation géographique, est fortement exposée à de nombreux risques et catastrophes naturels dont les cyclones, les inondations, les glissements de terrain et les tremblements de terre. Depuis la création, en 2001, du Système national de gestion des risques et des désastres (SNGRD), Haïti a réalisé d'importants progrès en matière de préparation et de gestion des désastres, avec le soutien de ses partenaires, dont le Programme des Nations Unies pour le développement.

En plus de l'exposition aux catastrophes naturelles, les départements du Nord et du Nord-Est sont à la merci des vulnérabilités structurelles diverses dont :

- L'urbanisation effrénée, non planifiée et non régulée combinée avec une densité urbaine croissante et une occupation anarchique des zones dites à risques,
- Le non-respect des codes de construction et des normes parasismiques applicables,
- La non intégration des risques naturels dans les plans de contingence cyclonique qui expose encore davantage les populations vulnérables.

En 2010, le contexte post-séisme et plus récemment la gestion des dommages causés par le passage du cyclone Mathieu en octobre 2016 ont conforté la volonté de l'Etat haïtien et de ses partenaires de continuer à renforcer le Système National de Gestion de Risques et Désastres – SNGRD. Le Projet « Soutien à la résilience aux désastres naturels » (PSRDN) s'inscrit dans cette logique en capitalisant et en renforçant les acquis des projets et programmes mis en œuvre par le PNUD en Haïti en matière de gestion de risques et désastres, dans les départements du Nord et du Nord-Est en particulier selon les axes suivants :

- Le renforcement sensible des capacités des coordinations nationales et départementales dans la préparation et la réponse aux désastres par un travail de proximité,
- La prise en compte progressive des questions des risques par les instances décisionnelles en lien avec la planification urbaine grâce à la mise à disposition de connaissances sur les risques et vulnérabilités dans le « Grand Nord ».

En 2014, les inondations ayant affecté plus de 22 700 familles ont confirmé la forte vulnérabilité des départements aux risques de désastres naturels. La même année, le gouvernement et ses partenaires – dont des agences des Nations Unies, des ONG, la communauté scientifique – ont participé à des missions techniques dans les trois départements visés (Nord, Nord-Est et Grande-Anse), ayant abouti à l'élaboration d'un cadre programmatique avec pour objectif de constituer un document de référence pour la planification stratégique de la résilience aux désastres naturels pouvant répondre avec pertinence aux besoins et enjeux identifiés.

Le projet « Soutien à la Résilience aux désastres naturels » trouve sa source dans ce cadre programmatique, et contribue par l'un de ses 4 piliers au renforcement des capacités de préparation et de réponse aux niveaux national et départemental, notamment dans les départements du Nord et du Nord-Est d'Haïti.

2. Données générales sur le projet

Nom du projet	Soutien à la résilience aux désastres
Numéro du projet	00084890
Budget global alloué	3.927.396 US\$
Période de mise en œuvre	1 ^{er} juin 2015 au 30 novembre 2018
Date de signature de l'accord	10 mars 2015
Bailleur de fonds	Gouvernement japonais
Partenaire de mise en œuvre	PNUD / Programme des Nations Unies pour le développement
Contreparties nationales / opérateur	MICT / DPC, MPCE OXFAM
Objectif du projet	Promouvoir la réduction efficace des risques et désastres et l'amélioration de la résilience des populations vulnérables en Haïti, plus particulièrement dans les départements du Nord et du Nord-Est
Résultats attendus	<ol style="list-style-type: none"> 1. Les populations vulnérables et les acteurs gouvernementaux et non-gouvernementaux qui les soutiennent ont accès à des connaissances détaillées sur les risques et les vulnérabilités des principales villes des départements du Nord et du Nord-Est d'Haïti et comprennent comment les réduire 2. Les groupes cibles obtiennent les capacités nécessaires pour développer et mettre en œuvre des initiatives de protection et de mitigation des risques afin de réduire la vulnérabilité de leurs communautés 3. Les capacités nationales et départementales de préparation aux catastrophes et d'intervention sont renforcées, avec un accent particulier sur les départements du Nord et du Nord-Est d'Haïti 4. Le grand public est sensibilisé sur les risques majeurs de catastrophe, y compris des groupes spécifiques dans les départements ciblés
Zones d'intervention	Nord (Cap Haïtien) et Nord-Est (Ouanaminthe)

3. Approche du PNUD en Haïti

Le Projet « Soutien à la résilience aux désastres naturels » financé par le gouvernement japonais, mis en œuvre par le PNUD pour le compte de l'Etat Haïtien s'inscrit dans un cadre institutionnel et programmatique global en lien avec :

- Le cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe pour la période 2015 – 2030, document stratégique de synthèse des consultations et négociations intergouvernementales menées de juillet 2014 à mars 2015 sur demande de l'Assemblée générale de l'ONU et avec l'appui du Bureau des Nations unies pour la réduction des risques de catastrophe (UNISDR)
- Le programme de développement durable à l'horizon 2030 et ses 17 objectifs de développement durable (ODD) pour une croissance économique durable et inclusive ainsi que l'inclusion sociale et la protection de l'environnement
- Le plan stratégique du PNUD pour la période 2018-2021, document de référence sur les orientations / actions prioritaires et les résultats à atteindre en identifiant les leviers d'actions pour y parvenir

En substance, en lien avec le Programme de développement durable à l'horizon 2030, et en accord avec le principe consistant à ne laisser personne de côté, le PNUD œuvre au développement durable en accélérant les transformations structurelles aux fins du développement durable et en renforçant la résilience aux crises et aux chocs.

De manière spécifique à l'échelle d'Haïti et à travers son CPD – Document Cadre pays (2013 – 2016), le PNUD dans le quatrième principe (sur 6) de sa stratégie s'est engagé à intégrer la préparation aux crises politiques et naturelles dans tous ses programmes par le biais de « méthodes de mise en œuvre et de véhicules financiers adaptés aux crises mais également par des mesures de prévention intégrée dans chaque programme » (Haïti CPAP PNUD 2013-2016-4.3).

Le PNUD contribue ainsi, à travers ses programmes et projets, à remplir les objectifs des priorités nationales énoncés dans le plan de développement stratégique d'Haïti 2012-2030 dans le cadre de la démarche du Gouvernement de réduire à long terme la vulnérabilité et renforcer la résilience.

Cadre institutionnel et programmatique du projet

Priorité 3 du Cadre de Sendai :
Investir dans la réduction des risques

**ODD – Objectifs de
développement durable 11 et 13**
Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables ; mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques

**CPD – Country Programme
Document 2013 – 2016 PNUD**
Principe 4 visant à intégrer la préparation aux crises politiques et naturelles dans tous ses programmes,

**PSH – Plan stratégique d'Haïti
2012 – 2030**
Démarche de réduire à long terme la vulnérabilité et renforcer la résilience en collaborant avec le Gouvernement sur l'environnement et la réduction des risques de catastrophes.

4. Stratégie de mise en œuvre du projet

⇒ Cibles géographiques

Les départements du Nord et du Nord-Est d'Haïti sont parmi les plus vulnérables aux catastrophes naturelles telles que les inondations, les cyclones et les glissements de terrain. Leur exposition aux risques de tremblement de terre est élevée en raison de leur proximité avec la faille septentrionale.

Près de 73% des municipalités sont exposées aux risques d'inondation, 36% aux risques de glissements de terrain, et 21% aux risques de tsunami. Ces menaces naturelles, couplées avec des vulnérabilités importantes causées par la dégradation de l'environnement et la mauvaise gouvernance sont une cause majeure d'insécurité pour la population de ces deux départements.

⇒ Zones d'intervention et priorités

En 2013, l'initiative « Champions politiques pour la résilience aux désastres » a identifié les départements du Nord et du Nord-Est d'Haïti comme deux des plus vulnérables face aux désastres. En plus de la vulnérabilité géographique, certains facteurs augmentent de façon significative la gravité de la situation des centres urbains des deux départements, et accentuent la nécessité d'une intervention rapide et multisectorielle au rang desquels :

- La croissance exponentielle de la population qui occupe bien souvent des zones vulnérables à risque élevé,
- Le non-respect des normes, lois et arrêtés régissant la construction,
- La non-application de techniques de construction pour des bâtiments capables de résister aux sollicitations sismiques et cycloniques (vents forts),
- L'absence de plans d'urbanisation prenant en compte le risque naturel,
- L'accès restreint aux infrastructures et services publics de base dans les zones urbaines, ce qui accroît les situations d'insécurité.

Pour répondre à la problématique, le projet Résilience Nord a exécuté des actions en suivant une stratégie et une approche holistique d'augmentation de la connaissance des risques et des vulnérabilités, en renforcement de la formation, l'éducation, la sensibilisation du grand public aux risques de catastrophes.

5. Résultats

Résultats d'activités 1 : Connaissances des Risques et vulnérabilités

Des Plans de prévention des risques pour les villes de Cap-Haïtien et Ouanaminthe, sont élaborés et diffusés avec la participation d'acteurs principaux, notamment la société civile et les communautés vulnérables

<u>Activités prévues</u>	<u>Indicateurs</u>	<u>Niveau d'atteinte et résultats clés</u>	<u>Commentaires et analyses</u>
Élaboration de plans de prévention des risques pour le Cap-Haïtien et Ouanaminthe	<p># plans de prévention des risques globaux qui sont développés et disponibles pour les populations vulnérables et les acteurs gouvernementaux et non-gouvernementaux qui les soutiennent</p> <p>% de délégués, les maires et les comités communaux des deux départements pilotes sont informés et sensibilisés à la vulnérabilité face aux risques de catastrophe</p>	<p>Niveau de réalisation : 100 %</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 plans de réduction de risques (PRR) sont développés pour les villes de Cap Haïtien et Ouanaminthe incluant la cartographie multirisque et un inventaire de recommandations pour la réduction et la mitigation des risques : les produits techniques tels que les cartes, les relevés de terrain, la liste des recommandations sont validés par le Comité technique scientifique (CST). - 2 formations et sensibilisation sur l'utilisation des PRRU sont réalisées pour les maires, leurs assesseurs, les délégués de villes, les cadres du génie civil des mairies de Cap Haïtien et Ouanaminthe, les Asec/Casec et autres élus du Nord et du Nord-Est. 	<p>Les formations sur l'opérationnalisation des PRRU ont suscité de l'engouement pour leur côté pratique. Les sorties terrain ont permis de faire le lien entre les aléas identifiés et transposés sur des cartes et la réalité de certains sites davantage exposés aux aléas inondations, glissement de terrain : exemple de visite du site de Barriere Bouteille contigu à la route nationale à Cap Haïtien exposé aux mouvements de terrain.</p> <ul style="list-style-type: none"> - La deuxième formation, additionnelle répondait à une demande des nouveaux élus.
Organisation de formations sur les normes parasismiques à l'intention de professionnels du bâtiment issus des secteurs public et privé dans les	% de la population ciblée qui déclare avoir une meilleure connaissance des risques auxquels ils sont exposés et qui connaissent les règles de base pour être plus résilients	<p>Niveau de réalisation : 100 %</p> <p>110 maçons et contremaitres ont été formés sur les bonnes pratiques de construction en maçonnerie</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Pour les formations, le projet Résilience Nord a compté sur l'appui technique du Centre de compétences en reconstruction et réduction des Risques (CCR)

<p>départements du Nord et du Nord-Est d'Haïti</p>		<p>chainée</p> <p>20 formateurs ont été formés sur les techniques de construction et l'approche par compétences dans le Nord (février 2017)</p> <p>21 formateurs sur les techniques de construction parasismique dans les départements du Nord et du Nord-Est ont reçu une formation</p> <p>6 agents du service d'urbanisme de la mairie de Cap-Haitien ont été formés sur les thématiques « toitures légères » et « ferrailage » en juin 2018.</p>	<p>pour la mise en œuvre des formations sur les normes parasismiques et paracycloniques. Cette collaboration s'inscrivait dans la continuité de l'appui au projet Plan de Prévention Séisme Grand Nord d'Haïti</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les formateurs ayant participé aux formations animées par le CCR ont pendant 2 semaines ont formé des maçons et contremaîtres. Ce relais des formateurs formés a permis de développer un réseau de formateurs dans les départements du Nord et du Nord-Est capables d'assurer désormais des formations sur les techniques de construction parasismiques - Le projet a mis l'accent sur l'intégration des femmes et a mobilisé 10% d'entre elles à la formation des maçons et contremaîtres. Cela peut paraître peu dans un secteur d'activité à forte représentativité masculine, mais
--	--	--	--

			<p>le projet a réussi son pari d'intégrer et de sensibiliser les participants aux défis que peuvent rencontrer les femmes sur un chantier. Ces défis qui sont bien souvent liés aux idées préconçues sur les métiers de la construction ou sur la disponibilité des commodités adaptées pour les femmes sur les chantiers (exemple d'absence de toilettes sur les chantiers)</p> <p>- Le plaidoyer d'OXFAM – partenaire d'exécution du volet 2 du projet – contre l'extension anarchique de la ville de Cap-Haitien a permis de mobiliser le service d'urbanisme et renforcer, dans le cadre des formations, les capacités des agents de la Mairie du Cap Haitien.</p>
Élaboration et diffusion des plans d'évacuation des villes	# de plans d'évacuation développés pour les villes du Cap-Haïtien et de Ouanaminthe et les acteurs gouvernementaux et non-gouvernementaux qui les soutiennent	<p>Niveau de réalisation : 0 %</p> <p>Activité modifiée et validée sur décision du 4eme comité de pilotage le 29 janvier 2018. Les fonds initialement dédiés à la réalisation de cette activité ont été</p>	<p>- Les deux processus de recrutement d'une firme en charge de conduire cette activité n'ont pas abouti au choix d'un prestataire qualifié.</p> <p>- La configuration géographique</p>

		réorientés vers le renforcement des capacités des COUD Nord et Nord-Est	et urbaine actuelle de la ville de Cap haïtien, selon les experts consultés, nécessite un plan d'évacuation de plus grande ampleur. Une stratégie intégrée de planification urbaine à l'initiative de l'État permettrait de dessiner les contours pour les plans d'évacuation « holistiques »
--	--	---	---

Résultats d'activités 2 : Mitigation des risques et désastres

Les capacités des communautés cibles pour l'élaboration et la mise en œuvre de mesures de réduction des risques de désastres sont renforcées

<u>Activités prévues</u>	<u>Indicateurs</u>	<u>Niveau d'atteinte et résultats</u>	<u>Commentaires et analyses</u>
Mise à disposition de compétences et de ressources techniques au profit des organisations communautaires dans les départements du Nord et du Nord-Est d'Haïti pour l'élaboration et la mise en œuvre de projets de réduction des risques de désastres à petite échelle	% des organisations communautaires de base ciblées qui ont les connaissances et les capacités nécessaires pour développer et mettre en œuvre des initiatives de mitigation des risques de désastres	<p>Niveau de réalisation : 100 %</p> <p>5 micro-projets de mitigation de risques ont été réalisés par des OCB (Organisations communautaires de base) – préalablement formées à la gestion de projet – dans le Nord et le Nord-Est sous la supervision technique de Oxfam. A titre d'exemple la Zone de Ti-Riviyè, Petit-Anse (première section communale de Cap Haitien) a bénéficié d'activités d'éducation environnementale puis de restauration et conservation de la mangrove.</p> <p>2 feuilles de route pour la</p>	<ul style="list-style-type: none"> - L'analyse de la vulnérabilité a permis d'identifier des actions prioritaires en fonction des besoins exprimés par les communautés ciblées du Nord et Nord-Est, d'évaluer les capacités locales pour la mise en œuvre d'actions de mitigation - Les besoins prioritaires ont ainsi été traduits en micro-projets par des OCB locales - Les propositions de micro-projets reçus et examinés par OXFAM sont faites dans le cadre de comités de pilotage - Les formations en gestion de

		<p>protection des zones sensibles et la prévention de l'étalement urbain anarchique ont été développées et soumises à validation des mairies de Cap Haïtien et Ouanaminthe</p> <p>21 panneaux de surveillance ont été installés dans les 13 sites à protéger</p>	<p>projet ont été organisées ponctuellement pour faciliter l'acquisition de savoir et savoir-faire dans la mitigation des risques de désastres. Ceci doit s'inscrire dans la durée car l'appropriation du savoir-faire passe par une forme de répétition.</p> <ul style="list-style-type: none"> - La construction anarchique de nouvelles habitations dans les zones à risques reste un défi majeur face auquel les maires semblent impuissants, car ne parvenant pas à dissuader les habitants de construire. - Un succès est toutefois constaté dans la mangrove de Petite-Anse avec 100% de freinage de la coupe de mangrove sur 20 hectares. A partir d'une démarche participative impliquant la communauté, les riverains ont accepté la limite de la mangrove et des pieux de béton ont été installés sur la limite.

Résultats d'activités 3 : Sensibilisation et communication auprès du grand public sur les risques de catastrophes

Les capacités techniques de la commission thématique pour l'instruction et la sensibilisation du public sont renforcées

Activités prévues	Indicateurs	Niveau d'atteinte et résultats	Commentaires et analyses
Soutien à la communication nationale et élaboration d'outils et de produits de communication pour diffuser les leçons retenues et les bonnes pratiques pour la RRD/GRD dans les départements visés	% de la population cible qui a bénéficié des stratégies de communication, d'éducation et de sensibilisation autour de la gestion des risques et des désastres	<p>Niveau de réalisation : 100 %</p> <p>1 plan d'actions national a été élaboré et mis en œuvre dans les départements du Nord et Nord-Est</p> <p>5 supports vidéo ont été produits et validés</p> <p>Une dizaine de supports et outils de communication spécifiques aux différentes activités du projet ont été conçus : Calendrier, T-Shirt et polos, Roll-Up, cahiers bons réflexes, posters et affichettes bons réflexes tsunamis et séisme, cahier agenda, fonds de scènes, communiqués de presse, pochettes</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Cette activité s'est matérialisée à travers un appui au comité thématique « Éducation et Sensibilisation » et le Pool de communication, deux plateformes chargées de la gestion de l'information du public au niveau national. - La mise en œuvre de ce plan d'actions multirisques a cependant été tributaire d'agences et d'organisations non étatiques, pour la mobilisation des ressources humaines, techniques et matérielles.
Formations de journalistes et de radios locales dans les départements du Nord et du Nord-Est d'Haïti concernant leur rôle primordial au fil des phases de préparation et de réponse aux désastres	# de journalistes dans les départements du Nord et du Nord-Est qui sont formés sur leur rôle pendant les phases de préparation et de réponse aux désastres	<p>Niveau de réalisation : 100 %</p> <p>2 formations de formateurs ont été réalisées pour adapter le programme de formation au contexte local</p> <p>10 radios communautaires du Nord et du Nord-Est ont été formées aux méthodes d'alerte</p>	<ul style="list-style-type: none"> - L'activité ciblait principalement les radios communautaires - L'identification de certaines lacunes lors des travaux préalables a permis un renforcement efficient des capacités des participantes et participants en matière d'information du public en gestion des risques de

		précoce : soit la totalité des radios communautaires des 2 départements (<i>Sources MCC</i>)	catastrophe et de pratiques d'animation radiophonique dans un contexte de communication populaire - Les femmes restent encore sous-représentées dans les médias traditionnels, malgré les efforts de certaines associations
Renforcement des capacités de stations de radio communautaires dans les communes les plus vulnérables des départements ciblés	# de radios communautaires cibles qui ont bénéficié du renforcement des capacités pour mener leur rôle pendant les phases de préparation et réponse aux désastres	Niveau de réalisation : 100 % 5 radios communautaires ont reçu des stations radios complètes à l'issue d'un concours de meilleurs reportages	- Le projet a pris en compte un diagnostic conduit par une association haïtienne, la Sosyete Animasyon ak Kominikasyon Sosyal, pour identifier les besoins de renforcement. En ce sens, le choix d'un studio de production a été bien accueilli par les bénéficiaires
Organisation d'événements nationaux pour l'échange de connaissances sur le rôle des radios communautaires dans la préparation et la réponse d'urgence	# d'évènements nationaux pour l'échange de connaissances autour du rôle des radios communautaires pendant les phases de préparation et réponse aux désastres	Niveau de réalisation 100 % 1 forum régional caribéen sur les radios communautaires et la construction de la résilience a été organisé avec succès. - 10 experts de pays différents y sont intervenus – Haïti, la République Dominicaine, la Barbade, la Dominique, le Porto-Rico, la Colombie et les Etats-Unis - 10 représentants de la presse et radios locales ont couverts	- Le forum a été le point culminant de l'appui aux médias. L'activité s'est bien déroulée et a permis d'alimenter les échanges sur le rôle et la place de la communication populaire dans l'information du public, en matière de gestion des risques de catastrophes. Cependant, des contraintes au niveau de la planification ont débouché sur la mobilisation de beaucoup

		l'évènement pendant 3 jours - 120 personnes en moyenne ont quotidiennement participé aux conférences, débats et échanges	plus de ressources et d'énergie que ce prévu initialement
Activité complémentaire 1 : Organisation de campagnes de sensibilisation du grand public dans les départements du Nord et du Nord-Est en vue de mieux préparer la population sur les comportements à adopter en cas de matérialisation des risques hydrométéorologiques	# d'évènements nationaux pour l'échange de connaissances autour du rôle des radios communautaires pendant les phases de préparation et réponse aux désastres	Niveau de réalisation 100 % 1 consultant expert en communication en GRD a été recruté 4 campagnes de sensibilisation dans les départements Nord et Nord-Est ont été réalisées réunissant pas moins de 11 000 personnes	- Le projet a étendu de manière opportune sa contribution dans la mise en œuvre du plan d'action du CTEP - Les campagnes sont un ensemble d'activités de proximité sur les bons réflexes en cas de crise lors de la saison pluvieuse et la saison cyclonique. Elles ont permis de toucher directement les communautés ciblées et de garantir par la même occasion l'impact du projet
Résultats d'activités 4 : Préparation et réponse aux catastrophes			
Les capacités du gouvernement à se préparer et à intervenir en cas de désastres sont renforcées			
Activités prévues	Indicateurs	Niveau d'atteinte et résultats	Commentaires et analyses
Mise à disposition d'une assistance technique à la Direction de la Protection Civile pour la coordination des initiatives de préparation et de réponse	# de professionnels haïtiens ciblés qui participent dans les événements d'échange avec les experts internationaux de gestion des risques et de désastres	Niveau de réalisation: 100 % Appui-conseil technique permanent à la DPC dans le cadre de la mise en œuvre des activités de préparation réponse	- L'assistance technique à la DPC s'est matérialisée par le recrutement d'un expert national en préparation et en réponse qui a facilité la coordination des actions prévues du projet et les priorités nationales en matière de préparation et réponses aux catastrophes.

<p>Soutien d'une révision annuelle du Plan de contingence national</p>	<p>#de documents stratégiques du système départemental mis à jour, disponibles et accompagnés d'instruments de suivi : analyse des capacités, plan national révisé, document d'étude sur l'intégration du genre dans la GRD, outils de gestion de réponse aux urgences</p>	<p>Niveau de réalisation : 100 %</p> <p>Appui technique à la révision du plan de contingence national : révision du cadre logique, scénarios et hypothèses</p> <p>Appui à l'élaboration du document stratégique et plan d'action pour la préparation de la saison cyclonique 2018</p>	<ul style="list-style-type: none"> - La mise à jour des documents stratégiques a permis de valoriser la connaissance des SOP (standard operating procedure) des acteurs gravitant autour des COUD Nord et Nord-Est et révéler par la même occasion l'absence, lors de ces exercices, des secteurs clés, devant par leurs mandats, intervenir en cas de crise. - Une des stratégies payantes pour mobiliser les acteurs absents ou devant être impliqués dans la préparation et la réponse a été la formation et l'information en continue
<p>Organisation d'exercices de leçons apprises au niveau national</p>		<p>Niveau de réalisation : 100 %</p> <p>2 ateliers de leçons apprises post-saison cyclonique (2016-2017) ont été réalisés : ils portent sur l'évaluation des actions du SNGRD lors de la gestion des cyclones Mathieu (2016), Irma, Maria (2017)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Les saisons cycloniques 2016 et 2017 ont été marquées par le passage des cyclones Mathieu, Irma et Maria qui ont diversement affecté les différents départements. Le Nord et le Nord-Est, bien que moins affectés que le Sud et la Grande Anse par exemple, sont restés vulnérables aux aléas auxquels ils sont traditionnellement exposés. Les

			ateliers ont été l'occasion de mettre en lumière le système d'alerte en vigueur. Les acteurs rassemblés autour de ces ateliers ont été nombreux tels que le MICT, la société civile, acteurs de développement et humanitaires.
Organisation d'ateliers annuels de révision des plans de contingence dans tous les départements d'Haïti	#de documents stratégiques du système national mis à jour, disponibles et accompagnés d'instruments de suivi : analyse des capacités, plan national révisé, document d'étude sur l'intégration du genre dans la GRD, outils de gestion de réponse aux urgences	<p>Niveau de réalisation : 100 %</p> <p>2 plans de contingence 2017 et 2018 des départements du Nord et Nord-Est ont été mis à jour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Fiches reflexes liées au plan de contingence ont été révisées - Un canevas de plan de contingence standardisé a été élaboré en 2018 	<ul style="list-style-type: none"> - La participation des acteurs du SNGRD aux révisions des plans de contingence départementaux a été forte en nombre mais la représentativité des secteurs clés mitigée. Un plaidoyer auprès des ministères sectoriels de tutelle pour une meilleure implication de leurs secteurs au niveau du COUD est fortement souhaitable voire recommandé. - Le projet, en adoptant une stratégie de communication multicanale (mail, téléphone, whatsapp, sms), a rallié le plus grand nombre de participants dont certains nouveaux élus, et nouveaux directeurs départementaux.
Organisation d'exercices de simulation (SIMEX) au niveau	#de documents stratégiques du système départemental mis à jour, disponibles et	Niveau de réalisation: 100 %	<ul style="list-style-type: none"> - La connaissance des mécanismes de fonctionnement

<p>départemental pour former les acteurs de la GRD aux procédures d'urgence</p>	<p>accompagnés d'instruments de suivi : analyse des capacités, plan national révisé, document d'étude sur l'intégration du genre dans la GRD, outils de gestion de réponse aux urgences</p>	<p>1 exercice de simulation (SIMEX) a été réalisé dans le Nord et le Nord-Est</p> <p>Les procédures d'Operations standards et (SOP) et les arbres de décision associées ont été adaptées au COUD Nord et Nord-est avec le concours du COUD Nord-Ouest sur la base du « Manuel de procédures du COUN »</p>	<p>des COU en cas de catastrophes est un préalable à la manière dont les réponses sont apportées, chaque acteur ayant conscience de son rôle et de sa contribution à la réponse. Les tests des différentes SOP au niveau départemental ont mis en évidence la nécessité d'adapter certaines « aires » qui selon toute vraisemblance sont plus adaptées au niveau stratégique et donc au COUN.</p>
<p>Organisation d'ateliers départementaux sur les leçons apprises post-désastre dans tous les départements d'Haïti</p>		<p>Niveau de réalisation : 100 %</p> <p>1 atelier de leçons apprises post Matthew, Irma et Maria a été réalisé dans les départements du Nord et du nord-est.</p>	<p>- Les ateliers ont permis de réunir les acteurs du SNGRD dans les départements du Nord et du Nord-Est. Dans un contexte post Matthew, Irma et Maria, ils ont permis de tester la fonctionnalité du dispositif de préparation et de réponse aux catastrophes.</p>
<p>Construction et équipement de centres pour les volontaires de gestion des désastres dans les villes du Cap-Haïtien et de Fort-Liberté</p>	<p># de centres équipés pour les brigadiers de gestion des risques et des désastres dans les villes du Cap Haïtien et de Fort Liberté</p>	<p>Niveau de réalisation : 100 %</p> <p>1 consultant ingénieur en génie civil a été recruté pour la supervision des travaux de réhabilitation des COUD Nord et Nord-Est</p> <p>2 COUD, Nord et Nord-Est ont été</p>	<p>- La modification de cette activité validée lors du comité de pilotage du 29 Janvier 2018 en travaux de réhabilitation des COUD et achats de matériel est consécutive à l'analyse foncière, des délais de réalisation des centres et au calendrier</p>

		<p>réhabilités :</p> <p>Le COUD Nord bénéficie des travaux de construction d'un mur d'enceinte/vigie, de remise en état des sanitaires</p> <p>Le COUD Nord-Est bénéficie des travaux de construction d'un mur d'enceinte/vigie et d'un dortoir pour les volontaires en intervention</p>	d'exécution du projet jugés courts.
Équipement des équipes de volontaires de la Direction de la Protection Civile dans les départements du Nord et du Nord-Est	% des équipes de volontaires de la Direction de Protection Civile dans les départements du Nord et du Nord-Est sont dotées de l'équipement nécessaire pour se préparer et répondre aux désastres	<p>Niveau de réalisation : 100 %</p> <p>Le matériel a été livré et disponible pour les COUD</p>	

<p>Activité complémentaire 2 : Renforcement du SNGRD soumis à décision du comité de pilotage et validé sur la base des reliquats financiers et du délai d'exécution du projet</p>		<p>Niveau de réalisation : 100 %</p> <p>2 formations sur la méthodologie MIRA et sur la méthodologie UNDAC ont été réalisées en partenariat avec OCHA, avec pour cibles les 10 coordinations techniques départementales</p> <p>Les 2 cellules départementales de communication (CDC) du Nord et du Nord-Est ont été renforcées : spécifiquement leurs connaissance et compétences en matière de fonctionnement de la DPC.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Une formation MIRA et UNDAC a été réalisée, avec la collaboration d'OCHA / FCSS, afin de renforcer les capacités institutionnelles, opérationnelles et techniques des cadres de la DPC aux niveaux central et régional - Le PNUD appuie l'approche globale adoptée par la DPC pour renforcer les capacités de son personnel dans le cadre d'initiatives institutionnelles, techniques et opérationnelles qui contribueront à soutenir la restructuration de ses opérations, et maintiendra ou développera des systèmes permettant de catastrophes localisées
<p>Activité complémentaire 3 : Renforcement du SNGRD soumis à décision du comité de pilotage et validé sur la base des reliquats financiers et des délais d'exécution du projet</p>		<p>Niveau de réalisation 80 %</p> <p>Les équipements initialement validés pour le renforcement structurel et opérationnel des COUD sont pour partie achetés et acheminés dans les COIUD Nord et Nord-Est.</p>	<p>La troisième réunion du comité de pilotage du 29 Janvier 2018 a également validé la réorientation des reliquats financiers du projet pour l'achat de matériel et équipements pour les salles de crise des COUD Nord et Nord-Est</p>
<p>Activité complémentaire 4 : Sensibilisation sur le risque sismique, submersion marine,</p>	<p>Nombre de personnes des communautés des grandes agglomérations et environs des départements du Nord, Nord-Est</p>		<p>95 brigadiers et membres CCPC formés Cap-Haitien/Pilate/Borgne</p>

<p>mouvements de terrain.</p>	<p>sensibilisées en cas de séisme,</p> <p>Nombre d'agents de la Protection Civile des départements du Nord, du Nord-Est ayant des connaissances renforcées sur les risques sismiques</p> <p>Nombre d'expertes en risques sismiques intervenant dans le SNGRD ayant « démocratisé » leurs connaissances techniques sur les risques sismiques auprès d'un public plus large,</p> <p>Au moins 4 des zones les plus affectées par le séisme ayant bénéficié d'au moins une (1) activité de sensibilisation/information à large diffusion.</p>		<p>6 radios communautaires ont diffusé des spots durant 9 jours</p> <p>3 spots sur les différents risques sont produits dans les radios communautaires précédemment équipés par le projet.</p> <p>Les populations des communes de Cap Haitien, Borgne, Ouanaminthe, Pilate, Limonade ont été sensibilisées aux gestes et bons reflexes en cas de séisme, tsunami et glissements de terrain.</p>
-------------------------------	---	--	---

6. Défis /opportunités

Le Projet Resilience Nord, bien qu'ayant démarré avec du retard, a connu une période d'exécution optimale grâce à la fois aux réorientations stratégiques pragmatiques et à la réactivité d'une équipe dynamique. Les différents changements dans la vie du projet ont tout de même mis en évidence de nombreux défis et opportunités auxquels le PNUD, à travers le projet Resilience Nord, s'est attelé à répondre.

De manière générale, les principaux défis et opportunités ont été les suivants :

- **Alignement sur les priorités nationales** par la planification du projet à travers les plans de travail répondant aux exigences nationales en matière de GRD.
- **Opérationnalisation des actions communes** par l'harmonisation systématique des calendriers d'actions et d'exécution avec la contrepartie gouvernementale.
- **Partage des connaissances** : Les expériences du projet et leçons apprises ont été dupliquées et diffusées à large échelle auprès de la contrepartie nationale, opérateur et le grand public. La communication entre les acteurs du SNGRD du niveau central et départemental a toutefois été un challenge permanent pour le projet dont le rôle n'était pas de se substituer aux canaux de communication gouvernementaux.
- **Plaidoyer pour le renforcement des actions de GRD** : il s'agissait pour le projet de renforcer la visibilité de ses réalisations à des fins de durabilité et appropriation par la contrepartie nationale et plus largement les acteurs départementaux du SNGRD du Nord et Nord-Est.
- **Intégration d'une culture de réduction de risques** : la menace de risques de catastrophes étant pendante et récurrente en Haïti, les actions ponctuelles de sensibilisation en matière de GRD pourraient être plus densifiées et permanentes. Du fait de l'exposition de Haïti aux différents aléas les efforts de connaissances de tous les risques et aléas et la sensibilisation permanente des bénéficiaires et du grand public auront pour effet à court et moyen termes de développer voire conforter une réelle culture de réduction de risques.
- **Intégration des questions d'équité des sexes** dans les différentes activités du projet. À titre d'exemple, lors de la révision des plans de contingence départementaux, la présence et la participation actives des femmes aux ateliers a donné un relief différent aux documents stratégiques. En effet, par leur plaidoyer et leur prise de parole, les femmes présentes lors de la révision des plans de contingence ont permis avec succès de prendre en considération et d'intégrer les besoins spécifiques – kits d'urgence destinés aux femmes et enfants abrités provisoirement dans des centres lors des situations d'urgence et événements adverses.

D'un point plus spécifique et selon l'architecture du projet, les défis à relever et les opportunités à saisir étaient repartis comme suit :

<p>Connaissances des vulnérabilités</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place de mécanismes de gestion tels que les comités de suivi technique (CST) et assurance de leur fonctionnalité en impliquant les directions départementales ainsi que les collectivités territoriales au même titre que le niveau central - Association systématique et simultanée de la contrepartie nationale (MICT, MPCE, MTPTC, MARDNR, MDE etc..) dans l'ensemble des étapes de développement d'outils techniques - En appui au SNGRD, élaboration d'une stratégie d'éducation/sensibilisation et d'information sur l'utilisation des outils et des produits de planification (PPRU, cartographie etc..) et pour la validation des produits par le CST (coordination scientifique et technique) - Transfert de données au CNIGS / Haïti-data dont les modalités de partage sont en réflexion.
<p>Mitigation des risques et désastres</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Capitalisation sur les accords de collaboration avec des partenaires ayant une expérience de travail directe avec les communautés - Meilleure implication des partenaires dans la planification stratégique de la mise en œuvre des projets/activités - Renforcement des capacités des partenaires de mise en œuvre sur les mécanismes de transfert de fonds à travers la formation/information - Mise en place d'un mécanisme de gestion de connaissance et de diffusion de l'information interne et externe
<p>Préparation et la réponse aux catastrophes et intervention</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement du processus d'adaptation du manuel du COUN à échelle départementale dans les départements du Nord et du Nord-Est à travers des formations avancées pour les 4 aires névralgiques des COUD et des exercices de simulation sectoriels, puis le répliquer à l'échelle nationale selon le positionnement stratégique des projets - Appuyer la DPC au niveau central et départemental dans la préparation et réponses aux urgences - Accompagnement de la DPC dans le processus de standardisation des plans de contingence hydrométéorologiques et l'élaboration des plans d'intervention et de réponses cyclonique - Renforcement de la capacité de la Protection Civile en préparation et réponse aux urgences au niveau national et décentralisé en matière de gestion de l'information

Communication et sensibilisation du Grand public	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement efficient des capacités des radios pour la diffusion des messages d’alerte précoce - Renforcement des cellules départementales et l’incitation des partenaires de terrain à s’y engager/adhérer - Consolidation de l’approche de diffusion des messages d’alerte précoce par le biais des radios communautaires qui ont une grande audience auprès des populations
---	---

7. Durabilité du projet

La durabilité financière et institutionnelle des actions du projet est inhérente aux capacités de la contrepartie nationale (en l’occurrence la Protection Civile) à pérenniser les bonnes pratiques mises en œuvre tout au long du projet. Il est certes prématuré et peu objectif de parler d’appropriation du projet par les bénéficiaires quelques semaines après la clôture officielle des activités mais quelques bonnes pratiques ont frayé un chemin vers cette durabilité au rang desquelles :

a. La durabilité technique

1. **L’uniformisation des calendriers d’exécution dans le cadre d’ateliers et de réunions d’échange.** Il en a résulté que, outre la planification améliorée des actions avec les COU (COUN et COUDs), la communication s’est fluidifiée à mesure que le projet avançait. En partageant systématiquement 2 voire 3 semaines à l’avance les fiches techniques d’activités, les responsables de volet sous la responsabilité de la coordination du projet permettaient aux CTD Nord et Nord-Est de mieux appréhender le contenu des activités à mettre en œuvre et d’en faire écho auprès des autres acteurs du SNGRD
2. **La mise en place de spot checks** dans le cadre du projet pour veiller à la bonne exécution comptable et budgétaire des fonds dédiés aux partenaires d’exécution
3. **Le partage multicanal et continu des informations entre le bureau du PNUD et la contrepartie gouvernementale.** Ces informations consignées dans des bases de données ont été rendues disponibles grâce aux outils de collecte, de gestion et de suivi du projet auxquels le projet peut se référer pour informer, rapporter ou tirer des enseignements
4. **Création d’un comité de suivi technique** a été actée lors du premier comité de pilotage du projet. Cet organe avait pour vocation d’appuyer la coordination du projet et les Ministères partenaires MPCE et MICT dans le suivi de l’exécution du plan de travail communément validé.

a. La durabilité organisationnelle

⇒ Mécanisme de gestion du projet Résilience

Le mécanisme de gestion ci-dessous est le résultat des échanges initiés lors du comité de pilotage du 24 août 2016, amendant la version de l'organigramme contenu dans les versions précédentes du document projet.

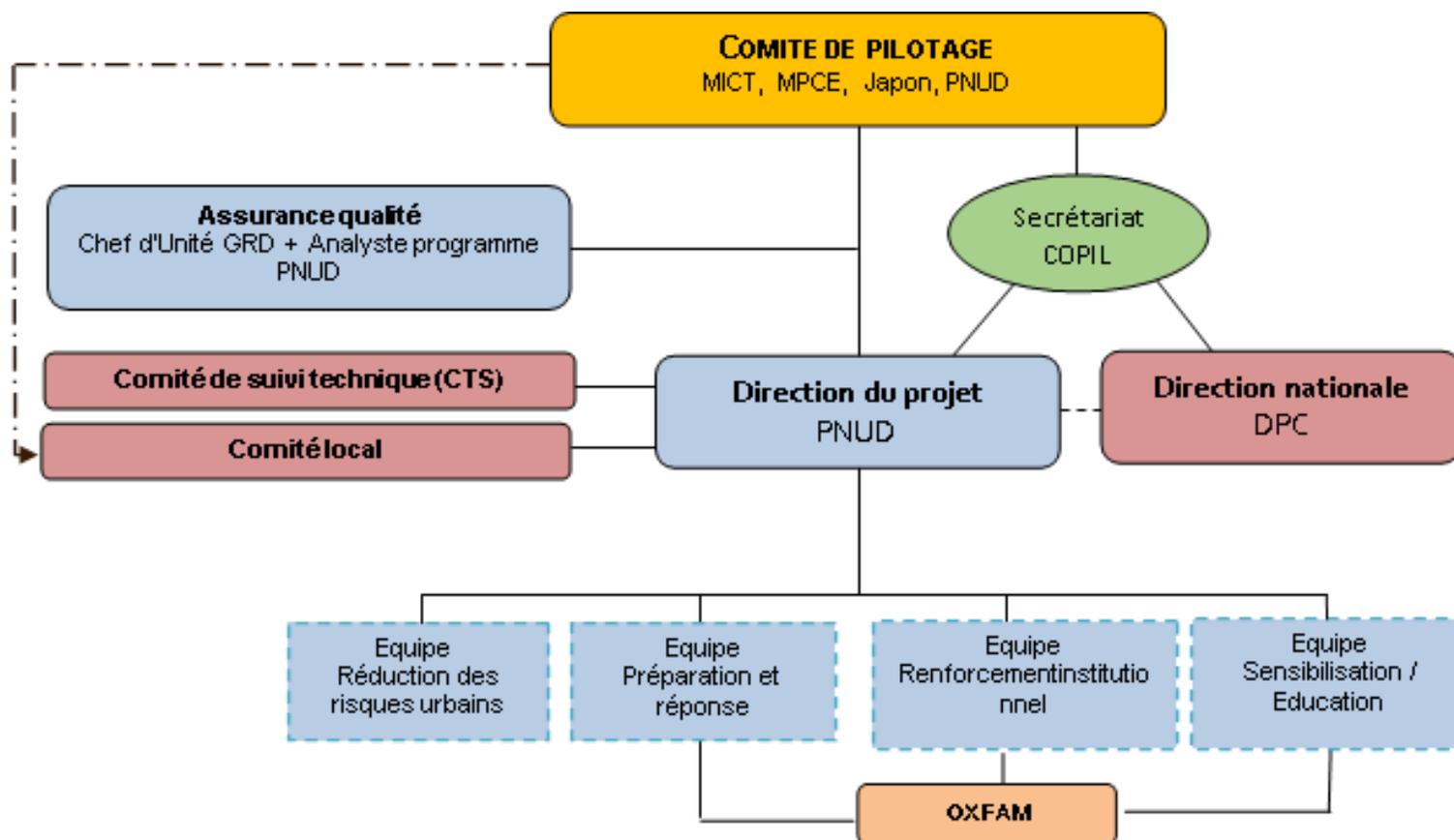


Schéma de gestion de projet validé lors de la première session du comité de pilotage du projet, août 2016

De manière synthétique, le Projet « Soutien à la Résilience aux désastres naturels » était exécuté sous la modalité de la mise en œuvre directe (DIM) avec le PNUD comme responsable fiduciaire et opérateur technique en appui au gouvernement conformément à l'accord de coopération signé avec le Japon le 10 mars 2015 – Cf Annexe 1a. Toutefois dans une optique de transparence, de réédition des comptes et surtout d'appropriation par la contrepartie nationale l'organigramme a été remodelé et les arrangements institutionnels validés lors de la première réunion du comité de pilotage. L'organigramme ci-dessus schématise la relation entre les différentes parties prenantes dans la vie du projet.

⇒ **Impact du rôle du comité de pilotage et du Senior Management Team**

La gestion du projet a été animée par le dynamisme des outils de gestion mis en place à travers le comité de pilotage qui a travers ses orientations a permis au projet d'évoluer et de s'adapter au contexte socio-politique du pays. Par ailleurs, le Senior Management Team du PNUD a par sa Le tableau synthétique ci-dessous illustre les grandes

Date	Décisions majeures / Résolutions
24 août 2016 Comité de pilotage 1	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre à jour le cadre logique pour mettre en cohérence la déclinaison des activités avec les résultats attendus - Finaliser le plan de travail et de décaissement - Intégrer dans le document projet, l'arrangement institutionnel et l'organigramme de gestion prenant en compte les commentaires et suggestions des 2 réunions de comité de pilotage - Finaliser et signer le document projet entre PNUD/MICT (UEP/DPC/DAT) d'ici au 7 septembre 2016 précédé d'une restitution
7 décembre 2016	<ul style="list-style-type: none"> - Visite de terrain de la Directrice l'adjointe aux Programmes du PNUD Haïti, Madame Martine THERER. Cette visite a été l'occasion également de lancer officiellement le projet respectivement à Cap Haitien
8 décembre 2016	<ul style="list-style-type: none"> - Lancement officiel des activités du projet Resilience à la Mairie de Ouanaminthe en présence de la Directrice de la DPC Madame Jean-Baptiste, la Directrice l'Adjointe aux Programmes du PNUD, Madame Therer, la Deuxième Secrétaire à l'Ambassade du Japon en Haiti Madame Tamoto, du Maire de Ouanaminthe
11 août 2017 Comité de pilotage 2	<ul style="list-style-type: none"> - L'extension du projet « Soutien à la Résilience aux Désastres » est accordée pour une période de 6 mois avec effet à compter du 31 décembre 2017 jusqu'au 30 juin 2018, - L'opérationnalisation du Comité de suivi technique dont la date ferme de première réunion est en cours de planification, - La construction de la maison de la protection civile est actée, et accordée conformément aux propositions faites ce

	<p>jour par l'équipe projet,</p> <ul style="list-style-type: none"> - La programmation d'une visite conjointe d'appréciation de la mise en œuvre des activités du projet
19 mars 2018	<ul style="list-style-type: none"> - La Directrice pays du PNUD a profité de sa présence lors du « Forum caribéen des radios sur les radios communautaires et la construction de la résilience aux catastrophes » pour faire le point avec l'équipe sur l'état d'avancement du projet à l'approche de la clôture opérationnelle des activités.
29 janvier 2018 Comité de pilotage 3	<ul style="list-style-type: none"> - Modification de l'activité d'élaboration et diffusion des plans d'évacuation des villes, afin de développer un cadre méthodologique permettant d'orienter la stratégie de planification de l'évacuation des centres urbains. - Le changement de l'activité de construction des deux maisons de la Protection civile est officiellement acté au profit de la réhabilitation des COUD du Nord et du Nord-Est sur base de l'expression de besoins consolidés formulée et adressée par la DPC au PNUD. - Une proposition de réaffectation des reliquats avec les besoins des COUD Nord et Nord-est devra être précisée par la DPC afin d'être soumise au Gouvernement Japonais pour approbation. Cette demande de réaffectation des fonds préposés au bénéfice du renforcement opérationnel des structures décentralisées de la protection civile sera préparée par la DPC avec un appui du PNUD, ceci dans les plus brefs délais.
1 ^{er} juin 2018	<ul style="list-style-type: none"> - Visite de terrain du projet de la Directrice Pays du PNUD Madame Helle, - Lancement officiel de la saison cyclonique à Ouanaminthe en présence du Ministre de l'Intérieur de des collectivités territoriales Monsieur Brunet, la Madame Stephenson Ministre du Tourisme, la Déléguée Départementale Madame Cadet, le Maire de Fort-Liberté M. Etienne Louis Jacques,
26 juin 2018 Comité de pilotage 4	<ul style="list-style-type: none"> - Validation de la demande d'extension du projet pour une période d'un (1) an avec un délai d'exécution des activités porté au 30 octobre 2018, - Validation des activités proposées pour l'utilisation du reliquat du projet, - Validation du calendrier d'exécution,
14 novembre 2018	<ul style="list-style-type: none"> - Clôture opérationnelle des activités lors de la cérémonie d'inauguration du COUD Nord-Est / Fort-Liberté et remise de matériel en présence de l'Ambassadeur du Japon en Haiti Monsieur Yoshiaki HATTA, La Directrice Pays du PNUD, Madame Helle, le Directeur de la DPC, Docteur Chandler

8. Conclusions et recommandations

Le projet « Soutien à la résilience aux désastres naturels » est un projet intégré et transversal. A travers ses quatre axes il s'est attelé à démontrer comment la connaissance des vulnérabilités et la mise en place d'outils de planification urbaine impactent la préparation et la réponse au niveau communautaire, puis comment mieux préparer le grand public aux risques de catastrophes majeurs. Le projet a permis de :

- Générer les connaissances sur la GRD en mobilisant l'expertise adéquate dont l'élaboration des PPRU et cahiers de recommandations etc.
- Créer un environnement favorable à l'apprentissage à travers les formations dont la formation des maçons aux normes de construction parasismiques et paracycloniques entre autres,
- Favoriser l'essor des initiatives communautaires par le biais de la construction des micro-ouvrages de mitigation gérés par les OCB,
- Contribuer au renforcement du lien entre le SNGRD et le grand public en allant au-devant des populations lors des sensibilisations communautaires, ou via des échanges d'expériences,
- Consolider les efforts du gouvernement en matière de préparation et de réponse aux catastrophes en initiant des activités de révision de documents stratégiques ou en confrontant les acteurs du SNGRD à des scénarii ou projections de catastrophe lors d'exercices de simulation
- Renforcer les capacités structurelles des COU, dont les 2 principaux bénéficiaires sont les COUD Nord et Nord-Est.

La présence de l'Ambassadeur du Japon S.E Monsieur Hoshiaki HATTA, de la Directrice Pays du PNUD Madame Yvonne HELLE, du MICT à la cérémonie de clôture des activités le 14 novembre a conforté l'importance des liens étroits de travail et de confiance entre le PNUD, le peuple Japonais, et le gouvernement Haitien dans les efforts de transition de l'urgence occasionnée par les catastrophes vers le développement.

9. Annexes

Annexes 1 – Documents de base

Annexe 1a – Accord PNUD – Japon_10 mars 2015

Annexe 1b – Accord PNUD – Oxfam_5 mai_2016

Annexe 1c – Accord d’extension PNU – Japon 30 octobre 2017

Annexes 2 - Documents projet / planification

Annexe 2a – Plan de travail 2015

Annexe 2b – Plan de travail 2016

Annexe 2c – Plan de travail 2017

Annexe 2d – Plan de travail 2018

Annexes 3 – Mécanismes de gestions

Annexe 3a – Organigramme

Annexe 3a – Minutes Comité de pilotage 1 – 24 août 2016

Annexe 3b – Minutes Comité de pilotage 2 – 11 août 2017

Annexe 3c – Minutes Comité de pilotage 3 – 30 janvier 2018

Annexe 3d – Minutes Comité de pilotage 4 – 24 juin 2018

Annexes 4 – Rapport Financier

Annexes 5 – Le projet dans les médias

Annexes 6 – Book photos – morceaux choisis. (Séparément du rapport)